

# L'appel à la grève générale des ouvriers de la FGTB

La Centrale générale du syndicat socialiste propose un « plan de bataille » contre la politique gouvernementale. Au menu : une manifestation nationale fin mai et une grève générale fin juin.

La FGTB est en surchauffe. Entre la politique gouvernementale, les élections sociales qui arrivent à grands pas et le Premier Mai, le syndicat socialiste veut passer à l'offensive. En son sein, plusieurs composantes mettent la pression. C'est le cas de la Centrale générale, qui représente plus de 430.000 membres et 48 secteurs ou-

vriers. « On va défendre, au sein de la FGTB, un plan d'action comprenant une manifestation nationale fin mai, une grève générale fin juin après les examens et, après une évaluation de la situation, notamment de l'attitude du gouvernement, relancer les actions pour la rentrée de septembre », annonce au Soir Robert Vertenuel, le secrétaire gé-

néral de la plus grande centrale de la FGTB.

Le syndicaliste est très remonté contre le gouvernement. « On est en train de casser la concertation sociale. Là, on nous entraîne dans un jeu de dupes. C'est un peu comme si on rétablissait l'esclavage et qu'on acceptait de négocier le poids des chaînes ! »

Robert Vertenuel le promet, le plan d'action est une demande qui vient tout droit de la base. Et d'alerter sur ce qui pourrait suivre. « Il y a le feu sous la cendre. Ce qui me fait peur, c'est quand le feu va s'allumer. Qui va maîtriser cela ? » ■

## L'appel de la centrale ouvrière de la FGTB : « Grève générale ! »

SYNDICATS Robert Vertenuel veut des actions « en front commun »

- ▶ Le leader de la Centrale générale de la FGTB appelle à une manifestation nationale fin mai et à la grève générale fin juin.
- ▶ Un « plan de bataille » contre la politique gouvernementale.
- ▶ « Qu'ils rétablissent la concertation sociale ! »

Nous avons reçu mandat de défendre, au sein de la FGTB, un plan d'action comprenant une manifestation nationale fin mai, une grève générale fin juin après les examens et, après une évaluation de la situation, notamment de l'attitude du gouvernement, de relancer les actions pour la rentrée de septembre », ponctue Robert Vertenuel. Net.

Le secrétaire général de la Centrale générale de la FGTB tient son « mandat », nous explique-t-il, d'une réunion entre les responsables des dix-sept régionales de l'organisation syndicale, francophones et flamandes, « qui ont fait remonter le sentiment de la base, et il est sans appel ».

« Il y a le feu sous la cendre »

La FGTB est en surchauffe. Premier Mai, élections sociales, politique gouvernementale... On fait difficilement cocktail plus fort.

Quand on lui fait remarquer que le mouvement social est faiblard jusqu'à présent, le leader de la centrale « ouvrière » de la FGTB (430.000 membres sur 1,5 million d'affiliés au total), qui couvre pas moins de 48 secteurs d'activité (de l'industrie au secteur du nettoyage en passant par le gardiennage, le travail intérimaire ou les soins de santé), résume gravement : « Il y a le feu sous la cendre. Ce qui me fait peur, c'est quand le feu va s'allumer. Qui va maîtriser ce-

la ? » Son organisation syndicale n'y a pas renoncé.

D'où ce plan de bataille. Robert Vertenuel étaye : « Mettre des dossiers sur la table, OK, c'est le propre d'un gouvernement, mais ce qui ne va pas, c'est les provocations qui vont avec : la FEB qui dit que les délégués syndicaux sont trop protégés ; Didier Reynders qui, à la RTBF vendredi matin, fait un amalgame insupportable en qualifiant de populistes, sur un même pied, la poussée extrémiste en Autriche, l'agitation en France contre la Loi travail, la résistance de la Wallonie au Traité Ceta avec le Canada ! »

Le syndicaliste revient « à ce qui compte, soyons sérieux », motivant le plan d'actions :

« Les politiques du gouvernement ne marchent pas. Moins de chômage ? Parce qu'on exclut à la pelle ! Plus d'emplois ? Parce qu'on est dans le travail précaire et intérimaire. Les efforts sont tout le temps demandés aux mêmes. Avez-vous entendu le gouvernement dire quelque chose de sérieux après le PanamaPapers ? » Il met en garde : « Aucune société ne s'est jamais développée en appauvrissant sa population, ils disent que ce n'est pas ce qu'ils souhaitent, mais c'est exactement ce qui est en train de se produire, ne le voient-ils pas ? »

**« Ils veulent une trêve ?  
Chiche ! »**

Surtout, et c'est le nœud du problème : « On est en train de casser la concertation sociale, or qu'est-ce qui a fait la stabilité de ce pays depuis la Seconde Guerre mondiale ? Le compromis entre travailleurs et employeurs par la concertation sociale. Là, on nous entraîne dans

un jeu de dupes. C'est un peu comme si on rétablissait l'esclavage et qu'on acceptait de négocier le poids des chaînes ! »

Dans le viseur aussi : la réforme du marché du travail. « Kris Peeters demande au Conseil national du travail de donner son avis alors qu'il a déjà annoncé la décision de sortir de la semaine des 38 heures, pour aller vers les 45 heures... La flexibilité, on a négocié ça dans les secteurs mais là, ils veulent passer en force... C'est le signe, encore un, que le gouvernement ne veut pas de la concertation sociale : il n'avait pas suivi l'accord sur les prépensions, il n'avait pas suivi l'accord sur les malades de longue durée, il revient sur la clause d'essai... Alors, cette fois, on dit stop ! »

Le secrétaire général tend, dit-il, une perche au fédéral : « La situation est compliquée, il y a eu le terrorisme, ils veulent une trêve ? Soit. Je dis chiche !

Qu'ils gèlent leurs projets, qu'ils les mettent sur la table et laissent les partenaires sociaux en discuter. »

Robert Vertenuel complète « en positif » : « Il faut réenclencher un cercle vertueux : redonner toute sa place à la concertation, cibler les baisses de cotisations pour les entreprises qui créent de l'emploi ; amorcer une politique de relance ; partager, de façon concertée, le temps de travail, vu les évolutions de la technologie ; revoir les mécanismes de redistribution des richesses par la "globalisation des revenus", impliquant les revenus du travail et ceux du capital. »

Au lieu de cela, « voyez comment ils déstabilisent la société en appauvrissant la population, en affaiblissant la culture comme le monde associatif, en ciblant les syndicats et la concertation sociale... Veulent-ils donc organiser le chaos ? ». ■

**DAVID COPPI**

## RÉACTIONS

### Les syndicats « indignés » de la proposition de revoir la protection des délégués

La proposition de la Fédération des entreprises de Belgique, dans nos colonnes, de revoir à la baisse la protection contre le licenciement des candidats aux élections sociales a fait l'objet de vives critiques syndicales. Marie-Hélène Ska (CSC) : « A la veille des élections sociales, c'est une provocation de plus pour ceux qui se mettent au service de leurs collègues. Cette proposition est déplorable sur le fond et sur le moment où elle est émise. Je demande un peu de respect et de dignité dans les

propos qu'on tient. » Le secrétaire général de la FGTB, Marc Goblet, estime, lui, que les problèmes dénoncés par la FEB sont l'exception. « La FEB ferait bien de descendre de sa tour d'ivoire. Sur 50.000 représentants de la FGTB, nous avons 100 cas problématiques. Cela représente bien moins de 1 % des candidats. Et la plupart des situations problématiques se règlent dans les entreprises. » Pour la FGTB, il est de l'intérêt des syndicats que les représentants soient exempts de tout reproche. « Un représentant qui est clean et fait bien son travail sera d'autant plus fort pour défendre les travailleurs. »

**B.DY**